



Perspectives économiques 2018 - 2019¹

Service d'analyse économique de l'IRES

Les perspectives économiques mondiales sont toujours favorables

L'amélioration du marché du travail et du pouvoir d'achat des ménages, l'optimisme des entreprises, ainsi que la vigueur de l'économie mondiale, devraient soutenir une nouvelle hausse significative de l'activité économique belge sur la période de projection. Néanmoins, en raison de résultats conjoncturels moins positifs que prévu pour le début de l'année, notre prévision de la croissance annuelle de la Belgique pour 2018 a été revue à la baisse. Elle est à présent de 1,6 %, contre 1,9 % il y a trois mois. En 2019, la croissance en Belgique serait à nouveau de 1,6 %.

Bien que la production industrielle mondiale et les importations mondiales de marchandises aient progressé au 1^{er} trimestre 2018 à un rythme très convaincant, l'ensemble des indicateurs disponibles pour les premiers mois de l'année en cours fait état d'une situation de l'économie mondiale et du commerce international qui est plus mitigée et moins positive qu'elle ne l'était fin 2017. D'une part, l'augmentation en début d'année de la production industrielle mondiale et des importations mondiales de marchandises provient uniquement des pays émergents et en développement, ces indicateurs n'ayant pas progressé du côté des pays les plus avancés alors qu'ils avaient affiché de fortes performances au dernier trimestre 2017. D'autre part, la croissance économique des pays les plus avancés a ralenti au 1^{er} trimestre, notamment pour ce qui concerne la zone euro et le Japon. Par ailleurs, plusieurs indicateurs précurseurs, dont les indicateurs des directeurs d'achats pour la production mondiale et l'indicateur ifo du climat économique mondial, sont en recul depuis le début de l'année.

Malgré ces résultats mitigés, les perspectives pour l'économie mondiale et le commerce international durant le reste de l'année en cours demeurent favorables, même si elles devraient être un peu moins positives que celles prévues dans notre étude d'avril. D'une part, bien qu'en recul, les indicateurs précurseurs demeurent à des niveaux élevés, qui sont révélateurs d'une expansion solide de l'économie mondiale. D'autre part, la situation économique des pays les plus avancés demeure positive. Ainsi, aux Etats-Unis, grâce aux nombreuses créations d'emplois et aux mesures budgétaires expansionnistes prises fin 2017, la croissance économique devrait redevenir plus soutenue au deuxième trimestre et le rester durant

¹ Le contenu de cet article résume l'étude de conjoncture publiée par le Service d'analyse économique de l'IRES dans le numéro de juillet 2018 de *Analyses économiques et prévisions*. Des renseignements sur cette étude peuvent être obtenus sur <https://uclouvain.be/en/research-institutes/immaq/ires/service-d-analyse-economique.html>

ENCADRÉ 1

Résumé des prévisions pour la Belgique

- L'économie belge devrait croître de **1,6 %** en 2018 et 2019.
- L'emploi augmenterait, en termes nets, d'environ **85.000** unités sur la période 2018-2019.
- Le nombre de demandeurs d'emploi diminuerait d'environ **31.000** unités sur la période 2018-2019.
- L'inflation générale des prix à la consommation baisserait à **1,9 %** en 2018 et **1,7 %** en 2019.
- Le déficit budgétaire des administrations publiques serait de **0,9 %** du PIB en 2018 et de **1,5 %** en 2019.

... Les perspectives économiques mondiales sont toujours favorables

le reste de l'année². La confiance des ménages américains demeure par ailleurs très élevée, de même que le climat des affaires demeure très positif même s'il est retombé du haut niveau auquel il se situait en tout début d'année. Dans la zone euro, la confiance des entreprises a également faibli depuis le début de l'année. Il semble toutefois que cette évolution reflète avant tout l'inquiétude des entreprises quant à l'impact des mesures protectionnistes prises par l'administration Trump plutôt qu'une dégradation sous-jacente de la conjoncture actuelle. La bonne tenue du marché du travail, la forte confiance des ménages, le maintien de conditions monétaires accommodantes, de même que l'orientation nettement moins restrictives des politiques budgétaires de nombreux pays, continuent en effet à soutenir l'activité économique en zone euro, dont la croissance devrait quelque peu se renforcer durant le reste de l'année³. Au Japon, après une longue période de croissance ininterrompue, l'activité économique s'est contractée au 1^{er} trimestre. Ce revers ne devrait être que temporaire. D'une part, la contraction du PIB est due pour une large partie à la formation des stocks. D'autre part, comme la confiance des ménages et celle des entreprises sont intactes, la demande intérieure devrait contribuer à la croissance tandis que les exportations seraient soutenues par le dynamisme de la demande mondiale. Une augmentation des dépenses publiques devrait également soutenir la demande intérieure en 2018.

En ce qui concerne les pays émergents, l'Inde et la Chine ont enregistré une croissance solide de leur activité au 1^{er} trimestre et, selon les indicateurs pré-curseurs, leurs performances économiques devraient rester très positives durant le reste de l'année. Leur croissance serait essentiellement tirée par la demande intérieure tandis que la hausse de leurs importations aurait pour effet de limiter la contribution du commerce extérieur. La remontée des prix du pétrole et des matières premières devrait par ailleurs avoir un impact bénéfique sur la situation économique du Brésil, de la Russie et des autres pays exportateurs de matières premières. En Russie et au Brésil, le recul de l'inflation et l'assouplissement des conditions monétaires devraient également contribuer à renforcer la demande intérieure, tandis que les ressources dégagées grâce à la baisse des taux d'intérêt et la remontée des prix des matières premières devraient permettre de réduire les effets restrictifs des politiques budgétaires.

En 2018, la croissance économique de plusieurs pays avancés dont les Etats-Unis et la zone euro devrait être supérieure à leur rythme de croissance potentiel (ta-

² Selon certains modèles de prévision immédiate, la progression du PIB réel américain entre le 1^{er} trimestre 2018 et le 2^e trimestre 2018 pourrait s'élever à un peu plus de 1 %.

³ Selon notre modèle de prévision immédiate pour la zone euro, l'activité économique en zone euro aurait progressé de 0,4 % entre le 1^{er} trimestre 2018 et le 2^e trimestre 2018.

**... Les perspectives économiques
mondiales sont toujours
favorables**

bleau 1). En 2019, en raison d'un durcissement des conditions monétaires et financières (tableau 1) et de contraintes plus fortes sur l'offre de travail, la croissance de ces pays se rapprocherait quelque peu de son niveau potentiel, ce qui aura pour effet de réduire également la croissance de l'économie mondiale et du commerce international (tableau 1).

En 2017, les échanges commerciaux internationaux ont progressé de 4,9 %. Leur croissance resterait soutenue sur la période de projection, en se maintenant à 4,7 % en 2018 et 4,5 % en 2019.

Les prix du pétrole ont continué d'augmenter au cours du trimestre écoulé. Ainsi, fin juin, le prix du baril de *Brent* était de 75\$, contre 69\$ trois mois plus tôt. Bien que les pressions de la demande restent fortes, la hausse récente du cours du pétrole semble surtout s'expliquer par un resserrement de l'offre suite à l'application de l'accord de limitation de la production conclu entre les pays de l'OPEP et plusieurs pays non membres du cartel, notamment la Russie. La décision prise par les Etats-Unis de se retirer de l'accord nucléaire avec l'Iran a également entraîné une hausse des tensions sur les marchés pétroliers. L'offre mondiale de pétrole reste néanmoins abondante et elle devrait le rester à l'avenir. La production américaine de pétrole de schiste ne cesse en effet de croître tandis que les pays de l'OPEP et la Russie ont convenu récemment d'augmenter leur production de 1,0 million de barils par jour. Dans ce contexte, la situation du marché pétrolier ne devrait pas se tendre davantage. Il est ainsi fait l'hypothèse que le cours du pétrole se stabilisera à l'avenir à son niveau de fin juin (tableau 1).

**Ralentissement
conjoncturel en Belgique
en début d'année**

Au 1^{er} trimestre 2018, la croissance de l'économie belge a sensiblement ralenti en comparaison du rythme affiché en fin d'année 2017. De 0,5 % au dernier trimestre 2017, le rythme trimestriel de croissance du PIB a en effet faibli à 0,3 % au 1^{er} trimestre. Mesurée à un an d'écart, la croissance belge s'est élevée à 1,6 % au 1^{er} trimestre.

Le ralentissement de la croissance au 1^{er} trimestre est dû principalement à une contraction de l'activité industrielle (- 0,3 % par rapport au trimestre précédent) et à une croissance moins soutenue dans le secteur des services (0,3 % par rapport au trimestre précédent). L'activité dans le secteur de la construction a quant à elle fortement progressé (+ 1,2 %) par rapport au 4^e trimestre 2017.

La progression moins soutenue de l'activité au 1^{er} trimestre intervient alors que la croissance de la demande intérieure hors stocks s'est légèrement raffermie par rapport à son niveau au dernier trimestre 2017 (+ 0,5 %). Les dépenses de consommation et d'investissement des ménages ont en effet été plus vigoureuses. L'investissement des entreprises a en revanche évolué très lentement (+ 0,2 %) au 1^{er} trimestre. En tenant compte de la variation des stocks, la progression de la demande intérieure est nettement moins marquée (+ 0,1 % par rapport au trimestre précédent). L'impact de la formation des stocks sur la croissance du PIB fut en effet fortement négatif au 1^{er} trimestre (- 0,3 point de pourcentage).

Les échanges extérieurs de la Belgique semblent avoir particulièrement souffert du ralentissement de l'activité économique en zone euro au 1^{er} trimestre. La croissance des exportations et celle des importations furent ainsi limitées à respectivement 0,7 % et 0,5 % au 1^{er} trimestre (par rapport au trimestre précédent). La contribution des exportations nettes à la croissance est demeurée néanmoins légèrement positive (+ 0,1 point de pourcentage) au 1^{er} trimestre.

Malgré le ralentissement de la croissance, la situation du marché du travail a continué à s'améliorer d'une manière significative au 1^{er} trimestre. Les créations nettes d'emplois se sont ainsi élevées à 10.200 unités entre janvier et mars. Grâce

... Ralentissement conjoncturel en Belgique en début d'année

à cette dynamique positive de l'emploi, le chômage a continué de diminuer. La baisse concerne tous les travailleurs, quel que soit leur âge ou leur durée en chômage. Le taux de chômage harmonisé Eurostat atteignait 6,3 % en avril, contre 7,5 % un an auparavant.

L'inflation a légèrement accéléré au cours du 2^e trimestre. Alors qu'elle était redescendue à 1,4 % en mars, la progression sur un an de l'indice général des prix à la consommation est remontée à 1,5 % en avril, 1,8 % en mai et 2,1 % en juin. Cette accélération provient avant tout de la hausse des prix énergétiques. Les prix des carburants étaient ainsi en augmentation (sur un an) de 15,0 % en juin. Expurgée de ses composantes les plus volatiles, la hausse des prix était en revanche en ralentissement par rapport au début d'année. L'inflation sous-jacente s'élevait à 1,4 % en avril et à 15,5 % en mai et juin, contre 1,6 % en moyenne au 1^{er} trimestre 2018. La progression de l'indice santé est restée stable. L'inflation calculée sur base de cet indice a atteint 1,4 %, 1,5 % et 1,6 % en avril, mai et juin.

ENCADRÉ 2

Prévision en temps réel de la croissance du PIB belge

Nous présentons ici un modèle de prévision en temps réel de l'activité économique, qui a pour objectif de fournir rapidement une estimation à très court terme de la croissance du PIB belge. Ce modèle repose sur une approche factorielle, laquelle permet de résumer l'information contenue dans de nombreuses séries statistiques en un petit nombre de composantes principales. Les séries macroéconomiques retenues (environ une soixantaine) comprennent notamment les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, les indices de production industrielle, les indices des prix à la production et les indicateurs d'emploi et de chômage. Le modèle final prend la forme suivante :

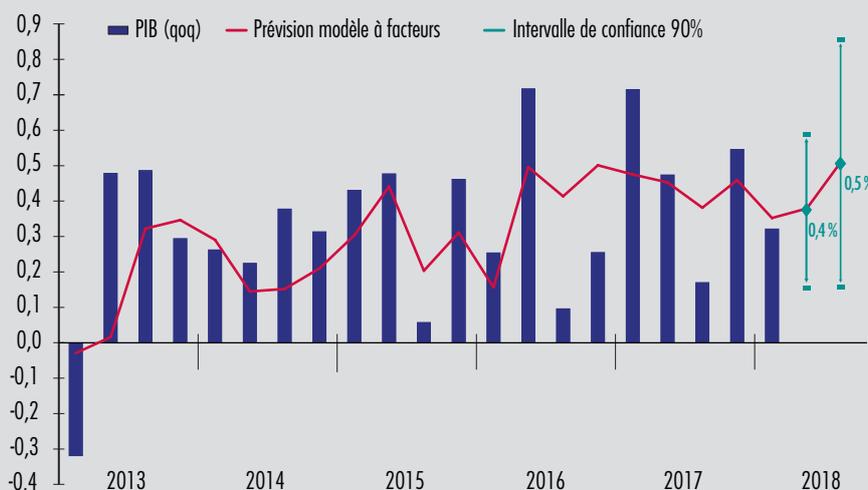
$$y_t = c + y_{t-1} + \sum_{j=1}^K \beta_j f_{jt} + \varepsilon_t$$

(y = croissance trimestrielle du PIB, f_j = la $j^{\text{ème}}$ composante principale retenue, c = constante, ε = erreur de prévision).

Pour le 2^e trimestre 2018, le modèle prédit une croissance trimestrielle de l'activité de + 0,4 % avec un intervalle de confiance entre + 0,2 % et + 0,6 %. La prévision de croissance pour le 3^e trimestre 2018 est de 0,5%, avec un intervalle de confiance compris entre 0,1% et 0,9%.

Graphique A. Prévision de croissance pour le 2^e trimestre 2017

Source : IRES, Service d'analyse économique



Note : L'intervalle de confiance est calculé selon la méthode retenue par la BCE (New procedure for constructing Eurosystem and ECB staff projection ranges, 2009). Ici, on multiplie l'erreur absolue moyenne (corrigée pour les valeurs extrêmes) entre la prévision et la croissance effective au cours des sept dernières années (environ 0,13 point de pourcentage pour le trimestre en cours et 0,21 point de pourcentage pour le trimestre suivant) par 1,65 pour obtenir un intervalle de confiance à 90 %.

Nouveau renforcement significatif de l'économie belge en 2018 et 2019

La croissance de l'économie belge a donc ralenti en début d'année et, compte tenu notamment d'une dégradation de la confiance des ménages et des entreprises au cours des derniers mois, les estimations de notre modèle de prévision immédiate suggèrent que le dynamisme de l'activité économique est resté modéré au 2^e trimestre (Encadré 2). De nombreux déterminants macroéconomiques de la croissance restent néanmoins bien orientés, ce qui laisse penser que la croissance économique pourrait redevenir plus tonique durant la seconde partie de l'année. D'une part, la dynamique favorable de l'emploi et la baisse de l'impôt des personnes physiques devraient permettre une amélioration significative du pouvoir d'achat des ménages durant l'année en cours. D'autre part, la confiance des entreprises reste élevée même si elle s'est quelque peu dégradée depuis le début de l'année. Les entreprises industrielles continuent notamment à avoir des anticipations positives concernant la demande future. Vu que des tensions existent sur les capacités de production et que les conditions de financement restent favorables, leurs investissements devraient croître assez nettement à l'avenir. Enfin, le ralentissement en début d'année de l'activité en zone euro (principalement en Allemagne et en France) semble être dû en partie à facteurs temporaires qui ne devraient pas se prolonger sur la seconde partie de l'année. Les échanges extérieurs de la Belgique retrouveraient dès lors une croissance plus soutenue à l'avenir.

Selon notre modèle de prévision en temps réel (Encadré 2), l'économie belge retrouverait au 3^e trimestre 2018 une croissance de l'ordre de 0,5 % sur base trimestrielle. En prévoyant un rythme de progression toujours soutenu au dernier trimestre, la croissance annuelle de la Belgique s'élèverait à 1,6 % en 2018.

En 2019, la croissance de l'économie belge reposerait à nouveau en grande partie sur la demande intérieure. Les tensions sur le marché du travail devraient s'accroître soutenant ainsi la progression des revenus et la consommation des ménages. Les conditions d'investissement seraient également toujours favorables pour les entreprises. Les exportations continueraient à être portées par l'expansion de la demande mondiale mais l'augmentation de la demande intérieure stimulerait les importations de sorte que la contribution à la croissance du commerce extérieur deviendrait légèrement négative. Au total, la croissance annuelle de la Belgique serait similaire à celle de 2018 : + 1,6 %.

Au 1^{er} trimestre 2018, la consommation privée a enregistré son taux de croissance (trimestrielle) le plus élevé depuis le 1^{er} trimestre 2017. La consommation des ménages devrait poursuivre sur cette dynamique et maintenir un rythme de croissance soutenu en 2018 et 2019. La progression de la consommation serait stimulée principalement par des gains de pouvoir d'achat plus importants que ceux obtenus durant les dernières années (tableau 2). En 2018, la hausse de l'emploi, un dépassement de l'indice pivot anticipé pour août 2018 et la réforme des tranches d'imposition prévue dans le cadre du *tax shift* se répercuteraient dans une augmentation du revenu disponible nominal de 3,5 %. En comptant sur une légère baisse de l'inflation, qui s'élèverait à 1,7 % pour le déflateur de la consommation privée, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages serait en hausse de 1,8 % en 2018. En 2019, la progression du revenu disponible nominal serait soutenue par des facteurs similaires à ceux de 2018 et atteindrait 3,5 % également. La hausse des prix serait légèrement inférieure à celle de 2018 (1,6 %), de sorte que la progression du pouvoir d'achat s'élèverait à 1,9 % en 2019. En raison d'une faible croissance du pouvoir d'achat, le taux d'épargne des ménages a nettement diminué au cours des dernières années (tableau 2). Dans un contexte d'amélioration du pouvoir d'achat, son évolution devrait s'inverser sur la période de projection. La croissance de la consommation privée serait dès lors en retrait de celle du pouvoir d'achat, à 1,5 % en 2018 et 1,6 % en 2019.

Alors que l'investissement en logement s'est contracté en 2017, l'augmentation importante du nombre de permis de bâtir accordés que l'on observe depuis mi-

... Nouveau renforcement significatif de l'économie belge en 2018 et 2019

2017 suggère que sa croissance redeviendrait positive sur l'horizon de prévision. En étant notamment soutenue par la hausse plus favorable du pouvoir d'achat des ménages et par la faiblesse des taux d'intérêt, elle s'établirait à 1,2 % en 2018 et 3,2 % en 2019.

La progression de l'investissement des entreprises devrait également être plus dynamique qu'en 2017⁴. La confiance des chefs d'entreprise se maintient en effet à un niveau élevé. C'est notamment le cas dans l'industrie où les carnets de commandes sont toujours bien garnis et les prévisions de demande restent très positives. Dès lors que les tensions sur les capacités de production demeurent importantes, des investissements d'expansion apparaissent de plus en plus nécessaires⁵. En terme de financement, les taux bancaires restent bas, l'accès au crédit bancaire demeure ouvert, et les ressources de financement internes aux entreprises sont importantes. Sous l'effet de l'ensemble de ces facteurs, l'investissement des entreprises augmenterait de 3,5 % en 2018 et 3,8 % en 2019.

Selon les derniers résultats des enquêtes menées auprès des chefs d'entreprise, les industriels faisaient état en juin d'une appréciation toujours positive du niveau de leur carnet de commandes étrangères. Ceci tend à indiquer que la faible croissance des exportations relevée en début d'année ne devrait être que temporaire, d'autant plus que la croissance de l'économie mondiale et du commerce international devrait rester dynamique sur la période de projection. Par ailleurs, la récente dépréciation de l'euro devrait procurer un gain de compétitivité supplémentaire aux exportateurs de la zone euro, alors même que la compétitivité-prix de la Belgique par rapport à ses principaux concurrents au sein de la zone euro tend à être stable depuis plusieurs trimestres. Dans ce contexte, les exportations de la Belgique progresseraient de 4,7 % en 2018 et de 4,8 % en 2019. Sur l'horizon de prévision, les importations devraient suivre une dynamique similaire à celle des exportations, tout en subissant également les pressions de la demande intérieure. Elles progresseraient ainsi de 4,6 % en 2018 et de 5,0 % en 2019. En termes nets, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait légèrement positive en 2018 (0,1 point de pourcentage) et légèrement négative en 2019 (- 0,1 point de pourcentage).

Grâce à la poursuite de l'expansion économique, les créations d'emplois resteraient nombreuses sur la période de projection. Le contenu en emploi de la croissance économique serait cependant moindre que lors des années antérieures. En effet, du fait de l'accroissement des tensions sur le marché du travail, la productivité du travail et la durée moyenne du temps de travail devraient se redresser beaucoup plus nettement que par le passé. Ainsi, le nombre de personnes occupées augmenterait de 48.100 unités endéans 2018 et de 36.100 unités endéans 2019⁶.

Le chômage continuerait à baisser sur la période de projection. Sous l'hypothèse d'une croissance de la population active de 0,4 % en 2018 et 0,5 % en 2019, le nombre de demandeurs d'emploi *inoccupés* diminuerait de 18.400 unités endéans 2018 et 12.800 unités endéans 2019⁷. Le taux de chômage harmonisé Eurostat s'établirait à 6,1 % de la population active fin 2019.

⁴ Il convient ici de signaler que la faiblesse du chiffre de croissance de l'investissement en 2017 s'explique en partie par des effets de base négatifs résultant de dépenses exceptionnelles qui sont intervenues en 2016.

⁵ En automne dernier, selon l'enquête semestrielle de la BNB sur les perspectives d'investissement dans l'industrie, les industriels annonçaient une baisse du montant de leurs investissements de 3,9 % en 2018. L'enquête de printemps indique une forte révision à la hausse de leurs prévisions, avec une évolution attendue qui devient nettement positive : + 6,7 %.

⁶ Les chiffres dans le texte indiquent le nombre d'emplois nets *créés en cours d'année*, c'est-à-dire entre le début et la fin de l'année. En moyenne annuelle, la hausse de l'emploi serait de 47.400 unités (+ 1,0 %) en 2018 et 40.300 unités (+ 0,8 %) en 2019 (tableau 2).

⁷ En moyenne annuelle, le chômage diminuerait de 26.400 unités (- 5,0 %) en 2018 et 15.300 unités (- 3,1 %) en 2019 (tableau 2).

Risques

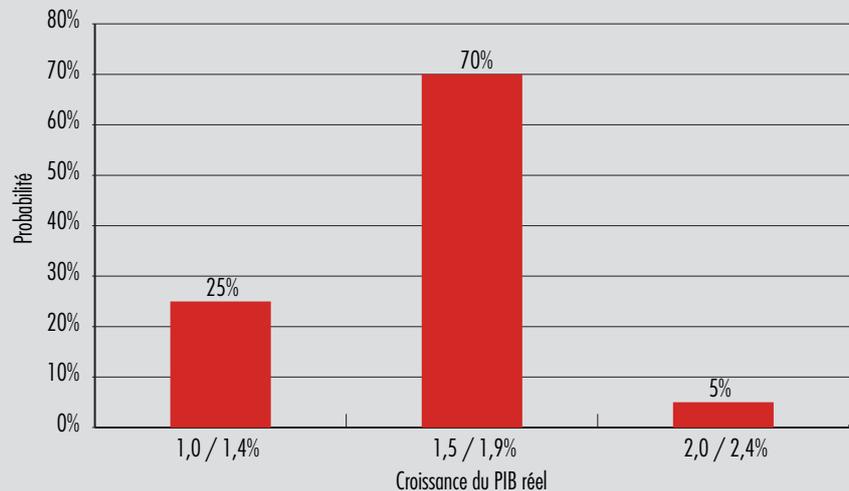
Plusieurs risques pourraient ralentir l'expansion de l'économie mondiale et du commerce international qui est prévue sur la période de projection (Encadré 3). Un premier risque important résulte de l'accroissement au cours des derniers mois des tensions commerciales avec les Etats-Unis. Ces tensions étant déjà en partie responsables de la perte de confiance des entreprises observée dans plusieurs pays avancés depuis le début de l'année, si elles devaient s'intensifier à l'avenir, la confiance des entreprises pourrait s'assombrir davantage. Etant donné la forte intégration commerciale des économies mondiales, une escalade des ten-

ENCADRÉ 3 La prévision... au-delà du chiffre de croissance du PIB

Comme c'est le cas pour beaucoup d'études conjoncturelles, le chiffre de croissance du PIB est sans aucun doute l'élément central autour duquel s'articule notre projection. Même s'il est particulièrement commode de pouvoir résumer nos perspectives économiques en un seul chiffre, une telle pratique a néanmoins pour défaut de ne pas rendre compte de manière chiffrée de l'incertitude qui entoure n'importe quelle prévision. En présentant notre prévision sous la forme de probabilités attribuées à différents intervalles de croissance du PIB, les graphiques ci-dessous visent à combler cette lacune d'une manière simple*.

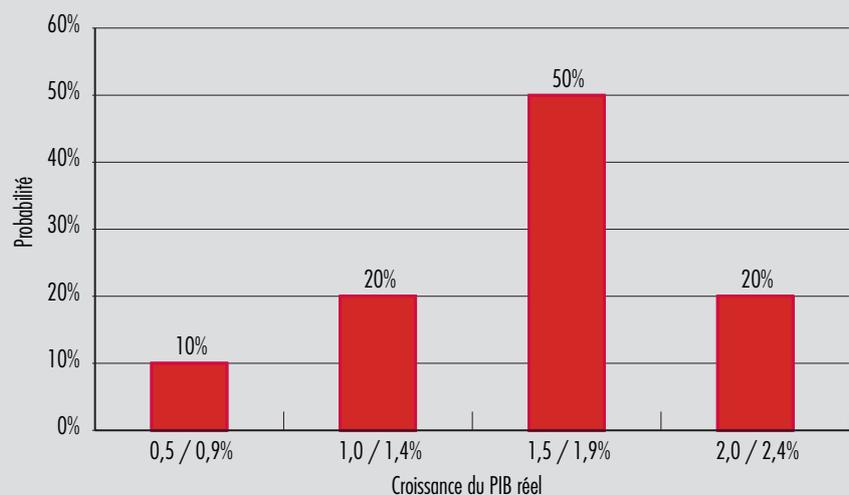
Graphique A. Prévisions 2018

Source : IRES, Service d'analyse économique



Graphique B. Prévisions 2019

Source : IRES, Service d'analyse économique



* Les intervalles correspondent à ceux qui sont définis par la BCE dans son enquête sur la zone euro auprès des prévisionnistes professionnels.

... Risques

sions commerciales pourrait par ailleurs déstabiliser considérablement l'activité du commerce international. Un autre risque important vient du durcissement monétaire attendu aux Etats-Unis. Celui-ci pourrait en effet fragiliser les acteurs économiques (pouvoirs publics, entreprises, ménages) dont l'endettement aurait fortement augmenté au cours des dernières années. Comme l'illustrent les cas récents de l'Argentine et de la Turquie, un relèvement des taux d'intérêt US pourrait également avoir des effets indésirables sur la situation économique des pays émergents, en particulier ceux ayant un large déficit de leur balance extérieure courante et ceux dont la dette (publique et privée) en dollars est importante. La remontée des prix du pétrole, si elle se poursuit, pourrait également affaiblir la croissance de nombreux pays, en particulier ceux de la zone euro, en poussant les banques centrales à relever plus rapidement que prévu leurs taux directeurs, en réduisant le pouvoir d'achat des ménages et en grevant le coût de production des entreprises. Pour ce qui concerne les risques à la hausse, l'expansion budgétaire américaine pourrait avoir des retombées plus fortes que prévu sur la croissance économique américaine et sur celle du reste du monde.

Tableau 1.
Perspectives internationales
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente, sauf
indications contraires)

Sources : Macrobond, Belgostat
Prévisions : IRES

	2014	2015	2016	2017	2018 ^P	2019 ^P
Produit intérieur brut						
Etats-Unis	2,6	2,9	1,5	2,3	2,9	2,7
Japon	0,3	1,4	0,9	1,7	1,2	1,0
Zone euro	1,4	2,0	1,8	2,6	2,1	1,9
Prix à la consommation						
Etats-Unis	1,6	0,1	1,3	2,1	2,5	2,2
Japon	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	1,1
Zone euro	0,4	0,0	0,2	1,5	1,7	1,7
Commerce mondial	3,8	3,7	2,9	4,9	4,7	4,5
Prix du pétrole¹ (\$ par baril)	99,0	52,0	43,7	54,2	73,2	72,8
Taux directeurs des banques centrales (fin de période)						
Etats-Unis ²	0,00	0,25	0,75	1,50	2,50	3,25
Zone euro ³	0,05	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux d'intérêt à court terme⁴ (fin de période)						
Etats-Unis	0,20	0,60	1,00	1,70	2,70	3,50
Zone euro	0,00	-0,20	-0,40	-0,40	-0,40	-0,10
Taux d'intérêt à long terme⁵ (fin de période)						
Etats-Unis	2,20	2,20	2,50	2,40	3,00	3,50
Allemagne	0,60	0,60	0,20	0,40	0,30	0,90
Taux de change Euro/US \$ (fin de période)	1,23	1,09	1,05	1,19	1,17	1,17

¹ Brent de Mer du Nord

² Taux d'intérêt sur les fonds fédéraux

³ Taux repo de la Banque centrale européenne

⁴ Euro-marché à 3 mois pour Etats-Unis, Euribor pour zone euro

⁵ Rendements des bonds d'Etat sur le marché secondaire (Etats-Unis : emprunts d'Etat à 10 ans; Allemagne : emprunts du secteur public de 7 à 15 ans)

Tableau 2.
Prévisions de l'économie belge
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente,
sauf indications contraires)

Sources : ICN, Belgostat, INS
Calculs et prévisions : IRES

	2014	2015	2016	2017	2018 ^P	2019 ^P
PIB	1,3	1,4	1,4	1,7	1,6	1,6
Consommation privée	0,6	0,9	1,7	1,3	1,5	1,6
Consommation publique	0,6	0,4	0,2	1,3	1,0	0,6
Investissement	6,8	3,6	4,6	1,1	1,8	3,2
Entreprises	6,4	3,5	4,9	0,7	3,5	3,8
Ménages	5,7	1,0	2,6	0,3	1,2	3,2
Administrations	1,4	1,1	-1,5	2,0	7,6	1,6
Demande intérieure (hors variation des stocks)	1,8	1,2	1,8	1,2	1,8	1,8
Variations des stocks ¹	0,2	0,2	0,2	0,1	-0,3	0,0
Demande intérieure totale	2,0	1,4	2,1	1,3	1,5	1,8
Exportations de biens et services	5,2	3,3	7,5	4,9	4,7	4,8
Importations de biens et services	6,2	3,3	8,4	4,4	4,6	5,0
Exportations nettes ¹	-0,7	0,0	-0,6	0,5	0,1	-0,1
Prix à la consommation	0,3	0,6	2,0	2,1	1,9	1,7
Indice "santé"	0,4	1,1	2,1	1,8	1,6	1,6
Revenu disponible réel des ménages	0,3	0,4	0,9	1,4	1,8	1,9
Taux d'épargne des ménages ²	12,4	12,1	11,3	11,4	11,6	11,8
Emploi intérieur	0,4	0,9	1,3	1,4	1,0	0,8
Demandeurs d'emploi inoccupés	2,3	-3,2	-4,4	-5,0	-5,0	-3,1
Taux de chômage ³	8,6	8,5	7,9	7,1	6,4	6,1
Solde net de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-3,1	-2,5	-2,5	-1,0	-0,9	-1,5

¹ Contribution à la croissance du PIB

² En pourcentage du revenu disponible

³ Nombre total de chômeurs, en pourcentage de la
population active; concept Eurostat

*Cette étude a été réalisée sous la direction de Vincent Bodart,
avec la collaboration de Gautier Attanasi, François Courtois, Sébastien Fontenay et Alexandre Ounnas.
A l'exception de Gautier Attanasi, tous les auteurs sont chercheurs à l'IRES.
Gautier Attanasi est chercheur au CORE.*

Regards économiques IRES-UCL

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve
regard-ires@uclouvain.be
tél. 010 47 34 26

www.regards-economiques.be

Directeur de la publication :
Vincent Bodart
Rédactrice en chef :
Muriel Dejemeppe
Secrétariat & logistique :
Virginie Leblanc
Graphiste :
Dominique Snyers

Comité de rédaction :
Paul Belleflamme
Vincent Bodart
Muriel Dejemeppe
Frédéric Docquier
Jean Hindriks
Marthe Nyssens
William Parienté
Mikael Petitjean

ISSN 2033-3013

